RAPPORT 2012 SUR LES DROITS DE L'HOMME - TCHAD

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Tchad est une république centralisée dont le pouvoir exécutif domine le législatif et le judiciaire. En avril 2011, le président Idriss Déby Itno, chef du Mouvement patriotique du salut (MPS), a été élu pour un quatrième mandat avec 83,6 % des voix valides. Les principales personnalités de l'opposition ont boycotté l'élection présidentielle, qui s'est caractérisée par une faible participation des électeurs. Lors des élections législatives de février 2011, le MPS au pouvoir a remporté 118 des 188 sièges à l'Assemblée nationale. Les observateurs internationaux ont jugé que les deux élections avaient été légitimes et crédibles en dépit de problèmes logistiques. Il y a eu des cas où des éléments des forces de sécurité ont agi indépendamment du contrôle des autorités civiles.

Les problèmes les plus significatifs en matière de droits de l'homme ont été la violence des forces de sécurité, notamment la torture et les viols, des conditions de détention dures et délétères, ainsi que la discrimination et la violence à l'encontre des femmes et des enfants.

Parmi les autres atteintes aux droits de l'homme, il a été signalé des arrestations et des détentions arbitraires, notamment la mise au secret, des détentions provisoires prolongées, le déni de procès équitable et public, l'influence de l'exécutif sur le judiciaire et la saisie de biens. Le gouvernement a limité la liberté d'expression, de la presse, de réunion et de circulation. Le parti au pouvoir contrôlait le processus politique et la corruption des pouvoirs publics était un problème. Les réfugiés étaient soumis à des exactions. La maltraitance des enfants existait, notamment par les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E), ainsi que les mariages précoces et l'exploitation sexuelle. Il a été signalé l'existence d'enfants soldats. La traite des personnes, en particulier des enfants, était un véritable problème. La discrimination à l'encontre des personnes handicapées, des personnes vivant avec le VIH-sida et des groupes ethniques existait. Le travail des enfants et le travail forcé, notamment des enfants, constituaient un problème.

Le gouvernement a rarement pris des mesures pour poursuivre en justice ou sanctionner les officiels responsables d'abus, et l'impunité était un problème.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Contrairement aux années antérieures, il n'a pas été fait état de cas où les pouvoirs publics ou leurs représentants auraient commis des exécutions arbitraires ou extrajudiciaires ; toutefois, l'impunité des meurtres des années précédentes est demeurée un problème.

Dans son *Rapport annuel 2012*, Amnesty International déclarait que « les responsables tchadiens et des membres de groupes armés responsables de graves violations des droits de l'homme, notamment des exécutions extrajudiciaires, des viols et d'autres actes de torture, ont continué à agir en toute impunité. »

Aucune enquête n'a été menée sur le décès, en 2011, de sept détenus, abattus par balles par des gardiens de prison (voir la section 1.c.).

La violence interethnique a fait plusieurs morts au cours de l'année (voir la section 6).

b. Disparitions

Au cours de l'année, il n'a été signalé aucun cas de disparitions pour raisons politiques, de prisons secrètes, ni de personnes disparues en détention. Cependant, on ignorait toujours le sort qui avait été réservé aux personnes arrêtées pour raisons politiques au cours des années précédentes et des personnes ont été détenues au secret pendant l'année.

En mai 2011, un décret présidentiel a annoncé qu'une commission interministérielle antérieurement établie pour élucider l'affaire en cours de la disparition de l'opposant Ibni Oumar Saleh serait renforcée par deux procureurs internationaux, l'un de l'UE et l'autre de l'Organisation internationale de la Francophonie. Malgré le décret, aucune mesure n'a été prise pendant l'année. Au total, 1 150 personnes ont disparu au cours des combats de 2008 et 58 d'entre elles, dont Monsieur Ibni, auraient été victimes d'actes criminels. Les 1 092 autres auraient été considérées comme des victimes de la guerre. Plusieurs personnes ont été appelées pour témoigner au sujet de l'arrestation et de l'emprisonnement de Monsieur Ibni. Selon les autorités, les enquêtes se seraient intensifiées au sujet des affaires concernant certaines des 57 autres victimes.

Contrairement à 2011, il n'a pas été rapporté d'enlèvements transfrontaliers d'enfants dans la région du Mayo-Kebbi le long de la frontière avec le Cameroun.

Les années précédentes, des individus armés, originaires de la région et de pays voisins, auraient enlevé des enfants, notamment des Peuhls, estimant que leurs familles étaient plus aisées que celles des enfants d'autres ethnies.

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Constitution et la loi interdisent de telles pratiques. Cependant, Amnesty International a rapporté que la police, des gendarmes et des membres de l'Agence nationale de sécurité (ANS) torturaient régulièrement des suspects, parfois avec la participation des autorités administratives locales.

Des membres des forces de sécurité ont violé des femmes et des jeunes filles, y compris parmi les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PIDP) et les réfugiés (voir la section 2.d.). Par exemple, en août, des gendarmes du neuvième district de N'Djamena auraient violé trois fillettes. Ils ont été arrêtés et attendaient leur procès à la fin de l'année.

Les dirigeants de camps ont continué à signaler que le viol des femmes réfugiées, notamment de celles qui s'aventuraient hors de leurs camps, était fréquent. Les victimes étaient réticentes à porter plainte pour différentes raisons culturelles et à cause de leur méfiance vis-à-vis du système judiciaire.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions de détention sont restées dures et délétères.

Conditions de vie : Les pouvoirs publics ne tenaient pas de statistiques sur la population carcérale et aucune information n'était disponible auprès d'autres sources. Les mineurs n'étaient pas toujours séparés des prisonniers adultes et les enfants étaient parfois avec leurs mères détenues. Les femmes et les hommes étaient séparés et les conditions de vie des femmes n'étaient pas différentes de celles des hommes. Des personnes en détention provisoire étaient incarcérées avec des condamnés.

Les estimations des décès attribuables à de mauvaises conditions carcérales étaient variables mais il n'existait pas de chiffres à l'échelle nationale. Une organisation locale de droits de l'homme a rapporté la mort de trois prisonniers, Oumar Idriss Sossal, Bandje Eric, et Ahmat Zarkaria en mars, qui aurait été due à l'absence de soins médicaux appropriés. Elle a également indiqué que trois autres prisonniers

atteints de maladies graves avaient été transférés de la prison de Koro Toro à celle de Moussoro sans recevoir de soins médicaux.

En février, une organisation tchadienne de défense des droits de l'homme a publié un rapport décrivant les conditions de vie inhumaines de la prison de Moussoro. Par exemple, ce rapport constatait que 78 prisonniers étaient détenus dans une même cellule de 18 m², qu'il y manquait de la nourriture et de l'eau potable, et que les services de santé étaient inadéquats. En juillet, les autorités ont envoyé une mission interministérielle pour évaluer les conditions de vie à Moussoro et prétendu y avoir apporté plusieurs améliorations. Toutefois, les organisations locales de défense des droits de l'homme ont réaffirmé que les conditions de vie dans la prison n'avaient pas connu d'améliorations.

Les prisons étaient terriblement surpeuplées, insalubres et elles fournissaient une nourriture, des conditions de logement et des services médicaux inadéquats. Les centres régionaux de détention, très vétustes, surpeuplés et n'offrant pas de protection appropriée aux femmes et aux mineurs, n'avaient pas de budget nourriture et ne fournissaient aucun repas aux détenus. Les gardiens de prison n'étaient pas payés régulièrement et il leur arrivait de « libérer » des prisonniers moyennant paiement. Les dispositions ayant trait à la ventilation, la température, l'éclairage et l'accès à l'eau potable étaient inadéquates ou inexistantes. La loi garantit la visite d'un médecin dans chaque prison trois fois par semaine mais cette disposition n'était pas respectée. Il y avait des cas de travail forcé en prison.

Le 10 septembre, Amnesty International a publié le rapport *Nous sommes tous en train de mourir ici*, qui qualifiait les conditions de détention de « telles qu'elles s'apparentaient à une peine ou à un traitement cruel, inhumain ou dégradant ». À partir de visites réalisées dans six prisons, d'entretiens et d'autres recherches menées au cours de l'année précédant la publication du rapport, Amnesty International a constaté que la nourriture, l'eau, les médicaments, les soins de santé, l'hygiène, l'assainissement et la ventilation étaient insuffisants ou inexistantes. La plupart des prisonniers auxquels Amnesty International a rendu visite étaient émaciés et faibles, certains étaient enchaînés 24 heures sur 24 et nombreux étaient atteints de maladies de peau, d'infections sexuellement transmises, du paludisme ou de la tuberculose. Selon le rapport, les moyens affectés aux prisons étaient limités et sérieusement affectés par les malversations et la corruption. Amnesty International a appelé le gouvernement à immédiatement « lancer des enquêtes sur toutes les atteintes aux droits humains [et exactions] commises dans les prisons ».

Administration : Du fait d'une mauvaise tenue des registres et de leur gestion défailante, beaucoup de détenus sont restés en prison après avoir purgé leur peine ou après que la justice ait ordonné leur mise en liberté. Les autorités n'ont pas recouru à des peines de substitution pour les délinquants non violents. Il n'existait pas de médiateur des prisons ni de mécanisme par l'intermédiaire duquel les détenus pourraient déposer plainte auprès des autorités judiciaires au sujet des conditions de détention. Les prisonniers ont eu dans l'ensemble le droit de recevoir des visites et ils étaient autorisés à pratiquer le culte de leur choix.

Surveillance : Les pouvoirs publics ont autorisé le Comité international de la Croix Rouge (CICR) à visiter les prisons civiles sous le contrôle du ministère de la Justice et le CICR a effectué de telles visites au cours de l'année. Bien que le CICR se soit également vu accorder l'accès aux prisons militaires, tel n'a pas été le cas pour les organisations tchadiennes de défense des droits de l'homme. Les organisations locales de défense des droits de l'homme ont continué de dénoncer l'existence de prisons secrètes gérées par l'ANS, mais les autorités l'ont démenti. Les organisations des droits de l'homme ont également fait valoir que des militaires et des civils étaient détenus au secret sur des bases militaires.

Les pouvoirs publics ont honoré une autorisation permanente accordée à l'Association tchadienne de promotion et de défense des droits de l'homme lui permettant de se rendre dans les prisons civiles à tout moment sans préavis. D'autres ONG locales, notamment des associations de défense des droits de l'homme, étaient obligées d'obtenir une autorisation de justice ou du directeur des prisons. Les ONG locales ont été autorisées à accéder à la plupart des prisons civiles, bien que plusieurs d'entre elles aient indiqué qu'elles se l'étaient vues refuser à la prison de Koro Toro, en dépit du fait que l'établissement avait été transféré sous autorité civile.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et détentions arbitraires. Cependant, les forces de sécurité ont enfreint ces dispositions. Elles ont continué à arrêter et à détenir des personnes sans les inculper et, dans certains cas, elles les empêchaient de recevoir des visites de membres de leur famille, de médecins ou d'avocats. D'autres personnes ont été interpellées par la police et des gendarmes pour des affaires civiles, contrairement à la loi.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

L'Armée nationale tchadienne (ANT), la gendarmerie, la police nationale, la Garde nationale et nomade du Tchad (GNNT) et l'Agence nationale de sécurité (ANS) sont chargées de la sécurité intérieure. Le Détachement intégré de la sécurité (DIS), qui relève de la Coordination nationale de soutien aux activités humanitaires et au détachement intégré de sécurité (CONSAHDIS) est chargé de réduire l'insécurité dans les camps de réfugiés et d'assurer la protection de ces derniers, ainsi que celle des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP) et des travailleurs humanitaires. L'ANT, la gendarmerie et la GNNT relèvent du ministère de la Défense, la police nationale dépend du ministère de la Sécurité publique et de l'immigration et l'ANS est placée sous l'autorité du président.

La police était corrompue et impliquée dans le banditisme, la prolifération des armes et le racket. L'impunité des forces de sécurité était répandue. Par exemple, les membres de la police judiciaire, un service au sein de la police nationale qui a le pouvoir d'arrestation, n'exécutaient souvent pas les décisions de justice à l'égard des militaires ou des membres de leur propre ethnie.

Le gouvernement a continué de réaliser quelques progrès dans ses efforts de professionnalisation et de modernisation des forces armées. Il a été rapporté des cas isolés d'anciens soldats se faisant passer pour des militaires d'active afin de commettre des crimes avec des armes de service.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

Bien que la loi exige que les mandats d'arrêt soient signés par un magistrat, ce n'était pas toujours le cas dans la pratique. Il n'existe pas de loi exigeant que les détenus soient inculpés, jugés ou libérés dans un certain délai, et les détenus n'étaient pas toujours informés rapidement des accusations pesant contre eux. Les décisions judiciaires n'étaient pas prises dans les meilleurs délais. La loi prévoit la possibilité d'être libéré sous caution et de pouvoir disposer d'un avocat mais il y a eu des cas dans lesquels ni l'un ni l'autre n'ont été fournis. Si la loi prévoit de fournir un avocat commis d'office aux prévenus indigents et un accès rapide à des proches, ce n'était habituellement pas le cas dans la pratique. Des détenus étaient maintenus au secret. S'il n'existait aucune disposition légale spécifique concernant la procédure d'habeas corpus ni de loi précise pour exiger des autorités l'indemnisation des personnes illégalement détenues, la Constitution en confirme pourtant le caractère impératif par la ratification de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Charte africaine des droits et des peuples.

Arrestations arbitraires : Les autorités ont arrêté des membres de l'opposition, des leaders syndicaux et des militants des droits de l'homme au cours de l'année (voir les sections 1.e., 2.a., 5 et 7.a.).

Par exemple, à la fin de janvier, l'ancien ministre de l'Économie et du plan Mahamat Ali Hassane a été limogé et arrêté pour détournement de fonds. Le 20 février, l'ancien ministre de l'Assainissement public et de la promotion de la bonne gouvernance, Ahmadaye al Hassan, a aussi été démis de ses fonctions et arrêté pour corruption. Bien que la Constitution exige que la Cour suprême se prononce sur les affaires impliquant de hauts responsables gouvernementaux, les deux affaires précédemment citées ont été entendues par des tribunaux de première instance, qui les ont toutes les deux classées pour vices de procédure. Des observateurs ont dénoncé le caractère politique de ces arrestations.

Selon un rapport du ministère des Droits de l'homme de juillet sur la prison de Moussoro, deux personnes arrêtées en mars lors de bagarres de masse étaient toujours en prison à la fin de l'année, alors que leur innocence avait été prouvée durant leur détention. Aucune information complémentaire n'était disponible.

Détention provisoire : Les détentions provisoires de longue durée constituaient toujours un problème. Des accusés pouvaient passer plusieurs années avant d'être inculpés ou jugés, surtout s'ils étaient arrêtés dans les provinces pour délits graves puis transférés à la prison de Moussoro. Les longues périodes de détention provisoire s'expliquaient par la faiblesse du système judiciaire qui fonctionnait mal dans les zones urbaines et dont on passait généralement outre en dehors de la capitale.

En octobre, les autorités ont ouvert une école professionnelle pour former des magistrats et des gardiens de prison aux méthodologies permettant d'accélérer les procédures judiciaires afin de réduire la durée des détentions provisoires ; 270 stagiaires ont participé à la première année de cours de l'établissement.

e. Déni de procès équitable et public

La Constitution et la loi prévoient un système judiciaire indépendant mais celui-ci était inefficace, sous-financé, débordé et assujéti aux ingérences de l'exécutif. Il y a eu des cas d'intimidations et de violence à l'endroit des magistrats, qui recevaient parfois des menaces de mort, étaient rétrogradés ou encore relevés de leurs fonctions pour avoir résisté à la pression des officiels. Les responsables du gouvernement, notamment les militaires, parvenaient souvent à échapper aux

poursuites judiciaires. Les tribunaux étaient généralement défectueux et, dans certains endroits, inexistantes, ou ils ne fonctionnaient pas du tout. Le Tchad ne comptait que 150 magistrats sur l'ensemble de son territoire, et la plupart écrivaient les documents juridiques à la main.

Si une commission de contrôle judiciaire a le pouvoir d'enquêter sur les décisions judiciaires et de traiter les erreurs judiciaires présumées, c'est le président qui nommait les membres de cette commission, renforçant ainsi le contrôle de l'exécutif sur le pouvoir judiciaire et diminuant l'autorité du Conseil.

Au cours de l'année, le gouvernement a suspendu plusieurs juges dans le cadre de mesures que les organisations tchadiennes de défense des droits de l'homme ont qualifiées de preuves supplémentaires de l'ingérence de l'exécutif dans la justice. Les autorités ont également suspendu l'application régulière de la loi pour les procès de hauts fonctionnaires gouvernementaux. Amnesty International a accusé le gouvernement d'utiliser le système judiciaire pour harceler les opposants politiques au cours de l'année.

Par exemple, le 4 mars, Ngothe Gatta Gali, député de l'opposition à l'Assemblée nationale, a été arrêté dans la région du Moyen Chari pour braconnage de phacochères et tentative de dissimulation de cet acte en soudoyant un gendarme. Un tribunal local a acquitté Monsieur Gali du braconnage, mais il a été reconnu coupable de corruption et condamné à un an de prison, en dépit de l'immunité constitutionnelle dont il bénéficiait en sa qualité de membre de l'Assemblée nationale. Monsieur Gali a fait appel de la décision et, le 24 avril, une Cour d'appel de Moundou l'a acquitté de toutes les charges qui pesaient contre lui en raison d'irrégularités de procédure et de l'absence de fondement juridique de l'arrestation initiale. Le juge Emmanuel Dekeumbé, qui a donné gain de cause à Monsieur Gali, a été suspendu par la suite pour non-respect du secret de la procédure judiciaire. Monsieur Dekeumbé, ainsi qu'un autre juge également suspendu, ont fait appel de leurs suspensions auprès du ministère de la Justice.

Dans une autre affaire, les avocats de l'ancien secrétaire général de la présidence Mahamat Saleh Annadif, qui avait été arrêté le 17 avril pour complicité de détournement de fonds publics, ont affirmé qu'ils s'étaient vu refuser l'accès à leur client et que les poursuites judiciaires à son encontre étaient viciées. Le 17 juillet, la Cour suprême a statué que l'affaire était classée pour vice de procédure.

Le système judiciaire tchadien se fonde sur le droit civil français. Cependant, la Constitution reconnaît le droit coutumier dans les localités où il est établi depuis

longtemps, tant qu'il ne porte pas préjudice à l'ordre public ni aux dispositions constitutionnelles concernant l'égalité de tous les citoyens. Le droit applicable n'était pas toujours clair car les tribunaux avaient tendance à faire l'amalgame entre le code juridique d'inspiration française et le droit coutumier qui, dans la pratique, primait souvent sur le code Napoléon. Les populations rurales et les camps de réfugiés/PIDP manquaient souvent d'accès aux institutions judiciaires officielles et les textes juridiques de référence n'étaient pas toujours disponibles en dehors de la capitale ou en langue arabe. Pour de nombreuses affaires civiles mineures, la population avait recours aux tribunaux coutumiers présidés par des chefs de village, de canton ou des sultans. Les peines prononcées par les tribunaux coutumiers variaient et dépendaient parfois des affiliations claniques de la victime et de l'auteur des faits. Les décisions des tribunaux coutumiers peuvent faire l'objet d'appels auprès d'un tribunal officiel.

Une loi de 2011 prévoit que les infractions commises par des militaires sont jugées devant un tribunal militaire ; cependant, les autorités n'avaient encore établi aucun tribunal militaire à la fin de l'année. En l'absence de tribunaux militaires permanents, les procès militaires ont eu lieu sur une base ad hoc. Les militaires ont été généralement jugés par des tribunaux civils.

Procédures applicables au déroulement des procès

La loi prévoit la présomption d'innocence. Dans la pratique, de nombreux juges présumaient la culpabilité d'un suspect, parfois pour lui soutirer de l'argent. Par exemple, dans certaines affaires de viol parvenues jusqu'aux tribunaux, les accusés ont été condamnés à payer une amende au lieu d'être jugés. Les procès sont publics et avec jurys sauf s'il s'agit d'affaires politiquement sensibles. Les accusés ont le droit d'être présents au tribunal. Tandis qu'ils ont le droit de consulter un avocat dans un délai raisonnable, les détenus n'avaient pas toujours accès à un avocat. La loi stipule que tout indigent doit promptement bénéficier des services d'un avocat mais ceci se passait rarement dans la pratique. Des organisations de défense des droits de l'homme fournissaient parfois gratuitement un avocat aux clients indigents. Les accusés, leurs avocats et les juges ont le droit d'interroger les témoins et de présenter des témoins et preuves à leur décharge. Les accusés et leurs avocats ont accès au dossier de l'accusation, sauf dans les affaires politiquement sensibles. Les prévenus ont le droit de ne pas être contraints à témoigner ni à avouer leur culpabilité, mais les autorités n'ont pas respecté ce droit. Les accusés ont le droit de se pourvoir en appel d'une décision. La loi accorde ces droits à tous les citoyens.

Dans certains cas, les chefs locaux peuvent décider d'appliquer la diyya, c'est à dire de payer une compensation financière à la famille de la victime. Cette pratique était courante dans les zones musulmanes. Les groupes non musulmans, favorables à l'application d'un code civil, ont continué de remettre en cause le recours à la diyya, faisant valoir qu'elle était anticonstitutionnelle.

Prisonniers et détenus politiques

Contrairement aux années antérieures, il n'y a apparemment eu aucun prisonnier politique.

Procédures et recours judiciaires au civil

Des poursuites judiciaires pour violations des droits de l'homme peuvent être engagées par devant le tribunal correctionnel ou la Cour pénale ; les demandes d'indemnisations sont traitées par les tribunaux civils. Le recours administratif et judiciaire, tels que la médiation, est possible. Des accusés ne peuvent pas interjeter appel des décisions sur des affaires de droits de l'homme par devant une cour régionale ou internationale. La justice n'a pas toujours été indépendante ni impartiale dans les affaires civiles.

Restitution de biens

Au cours de l'année, en utilisant son pouvoir d'expropriation, le gouvernement a confisqué des propriétés privées et démolit des maisons, des entreprises ainsi que le siège de l'Association des jeunes pour l'insertion sociale dans le cadre des initiatives de rénovation urbaine en cours à N'Djamena. Ainsi, les autorités ont privé de nombreuses personnes de leur foyer et de leur moyen de subsistance. Des citoyens et des ONG ont fait valoir que les pouvoirs publics ne donnaient pas de préavis suffisants et qu'ils ne se conformaient pas non plus aux exigences légales concernant le juste dédommagement. Tandis que les autorités ont prétendu avoir indemnisé les détenteurs de titres fonciers, leurs détracteurs ont déclaré que les indemnités étaient insuffisantes et qu'elles n'avaient pas été accordées à tout le monde. Avec l'appui d'Amnesty International et d'organisations tchadiennes de défense des droits de l'homme, les N'Djaménois ont créé des associations de quartiers pour s'opposer aux saisies arbitraires. En mars, Amnesty International et une organisation locale de défense des droits de l'homme ont organisé une conférence de sensibilisation sur cette question.

En février, des centaines de familles se sont retrouvées sans domicile après que les autorités aient procédé à des expulsions forcées à N'Djamena pour faire place à la construction d'un hôtel. Au moins 62 concessions abritant plus de 670 personnes ainsi que l'école communautaire du quartier de Sabangali dans la capitale ont été démolies. Selon Amnesty International, ces expulsions ont été menées en passant outre l'application régulière de la loi, sans préavis suffisant ni consultation. Le gouvernement a versé quelques indemnisations et fourni des logements de substitution, mais la plupart des personnes expulsées se plaignaient que le montant des compensations était très inférieur à la valeur des logements.

Le 13 mai, à N'Djamena, les autorités ont déployé des fonctionnaires municipaux et des policiers pour déplacer temporairement des marchands et leurs commerces du marché Dembe, qui a été démoli pour permettre la construction d'un pont. Une altercation entre des commerçants et la police a entraîné la mort de l'un des commerçants et fait de nombreux blessés ; les marchands ont affirmé que le gouvernement avait prévu deux sites de remplacement pour leurs échoppes mais aucune indemnisation. Selon les organisations de défense des droits de l'homme, les circonstances entourant la mort du marchand n'étaient pas claires. Aucune enquête n'avait été entamée à la fin de l'année.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

Si la Constitution prévoit le droit à la vie privée et l'inviolabilité du domicile, ces droits n'ont pas été respectés dans la pratique. Les autorités gouvernementales pénétraient dans les domiciles privés sans autorisation judiciaire et saisissaient des biens privés sans appliquer régulièrement la loi (voir la section 1.e.). Les forces de sécurité interpelaient régulièrement des citoyens pour leur extorquer de l'argent ou leur confisquer des biens leur appartenant.

Le ministère de la Sécurité publique et de l'immigration a maintenu l'interdiction de posséder des téléphones satellitaires et d'en utiliser. Des membres des forces armées et de la police procédaient d'ailleurs à des perquisitions pour confisquer des téléphones satellitaires.

Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La constitution prévoit la liberté d'opinion, la liberté d'expression et la liberté de la presse mais l'État n'a pas toujours respecté ces droits. Les journalistes ont fait l'objet de menaces et d'intimidations.

Liberté d'expression : La loi sur les médias de 2010 a aboli les peines de prison pour diffamation et insulte mais elle interdit « l'incitation à la haine raciale, ethnique ou religieuse » qui est passible de un à deux ans de prison et d'une amende de un à trois millions de francs CFA (2 000 à 6 000 dollars des États-Unis). Contrairement aux années antérieures, les particuliers ont généralement été libres de critiquer le gouvernement sans représailles.

Liberté de la presse : Seul quotidien du pays, *Le Progrès* était subventionné par l'État en échange de son appui politique. Les quelques journaux d'opposition, tels que le *N'Djamena Bi-Hebdo* et *Abba Garde* exerçaient une influence limitée en dehors de la capitale à cause des faibles taux d'alphabétisation et du manque de pouvoir d'achat dans les zones rurales, selon l'ONG internationale Reporters sans frontières. Contrairement au passé, lorsque le gouvernement contrôlait les médias, les journaux étaient généralement en mesure de critiquer les politiques et activités du gouvernement sans crainte de représailles. Les journaux de l'opposition publiaient fréquemment des caricatures des ministres et du président. Néanmoins, les journalistes et les éditeurs risquaient de subir des harcèlements de la part des autorités lorsqu'ils publiaient des articles critiques.

En septembre par exemple, un tribunal a condamné Jean-Claude Nekim, rédacteur en chef du *N'Djamena Bi-Hebdo*, pour diffamation et incitation à la haine raciale après qu'il ait publié une pétition critiquant l'ethnie du président Déby (voir la section 7). Bien que la loi de 2010 sur les médias ait aboli les peines de prison pour diffamation, Monsieur Nekim a été condamné à une peine de prison avec sursis, au paiement d'une amende et *N'Djamena Bi-Hebdo* a été interdit de publication pendant trois mois. Cependant, il a publié la semaine suivante une caricature du juge qui l'avait condamné, suite à quoi il a été inculpé pour outrage à magistrat. À la fin de l'année, Monsieur Nekim attendait son procès pour outrage à magistrat ainsi que son procès en appel sur le premier chef d'accusation.

La radio demeurait le moyen de communication de masse le plus important. La Radiodiffusion nationale tchadienne publique comptait plusieurs stations. Il existait de nombreuses radios privées qui diffusaient dans l'ensemble du pays, parmi lesquelles bon nombre appartenaient à des organisations religieuses. Les émissions de débat faisant intervenir les auditeurs par téléphone diffusaient les points de vue de ceux-ci, susceptibles de critiquer ouvertement le gouvernement et d'appeler à

l'alternance politique par le biais des élections locales. Au cours de l'année, plusieurs nouvelles stations de radio communautaires ont commencé à émettre.

Le gouvernement possédait et exploitait la seule chaîne de télévision nationale.

Violence et harcèlement : Des journalistes ont été harcelés et attaqués pendant l'année.

Par exemple, le 2 juillet, Ahmadou Bouba Bondaba, un journaliste antérieurement employé à la radio communautaire *La Voix du Paysan*, a été attaqué et roué de coups au point de souffrir d'une fracture de la clavicule, selon Reporters sans frontières. Aucun suspect n'avait été arrêté à la fin de l'année.

En septembre, dans la ville méridionale de Doba, *La Voix du Paysan* a diffusé une série de reportages dans lesquels des citoyens accusaient le maire de la ville, Lamlengar Ngasebey, d'abus de pouvoir, de mauvaise gestion et de pratiques d'embauche douteuses favorisant les femmes attirantes. Suite à la diffusion de ces émissions, trois journalistes de la station ont fait l'objet de manœuvres d'intimidation et de menaces de la part de Monsieur Ngasebey ou de membres de sa famille. Felix Djimadounngar, journaliste à *La Voix du Paysan*, a été agressé. Bien que la police ait confirmé l'attaque, aucune mesure n'a été prise à l'encontre des auteurs.

Censure ou restrictions sur le contenu : Il est parfois arrivé que des journalistes reçoivent du Haut Conseil de la Communication des mises en demeure de pratiquer un journalisme plus « responsable » sous peine d'amende. Certains journalistes et éditeurs pratiquaient l'autocensure.

Lois sur la diffamation/sécurité nationale : Le 10 octobre, le Haut Conseil de la Communication a adressé une mise en demeure à *La Voix du Paysan*, accusant l'émission diffusée en direct le 30 septembre d'avoir incité la population à « l'insurrection contre le gouvernement ». La station avait diffusé le sermon d'un évêque qui avait critiqué le gouvernement pour avoir prétendument manqué de faire bénéficier la région des richesses pétrolières.

Liberté de l'accès à l'Internet

Les pouvoirs publics n'ont pas imposé de restrictions à l'accès à l'Internet et aucune déclaration crédible n'a donné à penser que les autorités surveilleraient le courrier électronique ou les forums de discussion en ligne. Selon l'Union

internationale des télécommunications, 1,9 % des habitants utilisaient l'Internet en 2011.

Liberté de l'enseignement et manifestations culturelles

Les autorités n'ont imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ni aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Liberté de réunion

Bien que la Constitution garantisse la liberté de réunion, le gouvernement n'a pas toujours respecté ce droit dans la pratique. La loi exige que les organisateurs de manifestations déposent un préavis de cinq jours auprès des autorités.

Le 8 août, plusieurs centaines d'étudiants se sont rassemblés pour protester contre l'annulation des résultats du baccalauréat. Les autorités ont utilisé des gaz lacrymogènes et des canons à eau pour les disperser. Il n'a pas été fait état d'arrestations ni de blessés.

Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des membres des forces de sécurité qui ont frappé et interpellé des manifestants en octobre et novembre 2011, qui protestaient contre les bas salaires ainsi que la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant. Parmi les manifestants, il y avait des magistrats, des enseignants et des agents de santé.

Liberté d'association

La Constitution et la législation garantissent la liberté d'association et le gouvernement a, dans l'ensemble, respecté ce droit dans la pratique. Tandis qu'une ordonnance exige du ministère de l'Administration territoriale qu'il délivre une autorisation préalable à la constitution d'une association, y compris d'un syndicat, rien n'indiquait qu'elle était appliquée. Cette ordonnance permet également la dissolution administrative immédiate d'une association et permet aux autorités d'utiliser un droit de regard sur les fonds d'une association.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté religieuse dans le monde* du Département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/g/drl/irf/rpt/.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

Bien que la Constitution et la loi prévoient la liberté de mouvement, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, l'État a imposé des limites à ces droits. Les autorités ont coopéré avec le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour fournir protection et assistance aux déplacés intérieurs, aux réfugiés et à d'autres personnes relevant de la compétence du HCR.

Déplacements à l'intérieur du pays : L'insécurité à l'est, essentiellement à cause des bandits armés, a parfois empêché les organisations humanitaires de dispenser des services aux réfugiés. Les travailleurs des ONG qui se déplaçaient d'un camp à un autre ont parfois subi des braquages de véhicule et des vols à main armée, mais il en a été signalé moins que les années antérieures.

Émigration et rapatriement : Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), quelque 130 000 migrants tchadiens qui résidaient en Libye sont rentrés au Tchad depuis 2011 pour fuir la violence qui y sévissait. Beaucoup sont arrivés sans documents d'identité, biens, compétences ni instruction. Le grand nombre de rapatriés, parmi lesquels beaucoup ont été témoins ou victimes de violences, ont mis à rude épreuve les communautés locales, où les possibilités de logement et les services médicaux de base étaient très limités. L'OIM et les pouvoirs publics leur ont fourni une assistance.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PIDP)

Environ 125 000 PIDP, dont la majorité avait dû partir vers l'est en 2005 du fait des combats interethniques provoqués par une pénurie d'eau et de ressources foncières lors d'une grave sécheresse, habitaient dans 38 camps sur le territoire national. Le HCR a contribué à l'aide au retour d'environ 56 000 personnes déplacées au cours des deux dernières années. De nombreuses personnes déplacées craignaient de rentrer chez elles pour des raisons de sécurité, d'infrastructure et d'accès aux services de base limités, et parce que d'autres groupes s'étaient installés chez elles. Alors que le climat en matière de sécurité s'est amélioré globalement dans les régions qui accueillent des PIDP et des réfugiés, des incidents localisés de banditisme ont perduré. Les autorités gouvernementales ont réaffirmé leur

engagement à aider les personnes déplacées à rentrer chez elles ou à se réinstaller ailleurs dans le pays, mais elles manquaient de stratégie et de moyens pour atteindre cet objectif. Les pouvoirs publics ont continué à permettre aux PIDP d'avoir accès aux organisations humanitaires et d'accepter l'assistance que celles-ci leur apportaient. L'ONU et des organisations humanitaires ont dispensé des services aux personnes déplacées et aux réfugiés, une importance accrue étant accordée au renforcement de l'autosuffisance et des moyens de subsistance au sein de ces populations.

La violence sexuelle faite aux femmes et aux jeunes filles déplacées dans le Tchad oriental était un problème. Il a été signalé que des hommes en uniforme, parmi lesquels se seraient trouvés des membres des forces de sécurité, des groupes autochtones locaux, des bandits et d'autres PIDP, avaient violé des femmes déplacées. Tout comme dans le reste du pays, les auteurs de violence sexuelle étaient rarement traduits en justice et les efforts des pouvoirs publics pour protéger les femmes et les jeunes filles vulnérables étaient insuffisants. Cependant, les autorités ont mené d'importantes campagnes de sensibilisation contre la violence sexuelle et encouragé les femmes à dénoncer ces crimes sans crainte de représailles. Des employés du Département intégré de sécurité (DIS), par exemple, ont reçu une formation en matière de violence sexiste et toutes les unités du DIS comptaient des agents femmes.

En dépit du fait que plus de 70 organisations humanitaires internationales étaient présentes dans l'est du pays, leurs mécanismes de protection comportaient également des lacunes. Les tribunaux mobiles mis en place par l'ONU ne se rendaient qu'occasionnellement dans chaque secteur et traitaient rarement des affaires de violence sexuelle. Le système judiciaire officiel était incapable de fournir de façon cohérente et prévisible des possibilités de recours ou de protection juridique. Les systèmes de droit traditionnels différaient selon des facteurs ethniques ou régionaux.

Il existait des tensions entre les PIDP et les communautés locales. Les personnes déplacées étaient généralement installées près des points d'eau potable et recevaient des services de santé de la part des organisations humanitaires internationales, ce qui provoquait une certaine hostilité au sein des populations hôtes qui ne bénéficiaient pas des mêmes services.

Un nombre inconnu de personnes ont perdu leur maison et leurs moyens de subsistance du fait du programme gouvernemental de réhabilitation urbaine en cours à N'Djamena (voir les sections 1.e. et 1.f.).

Protection des réfugiés

Droit d'asile : La législation nationale ne prévoit pas d'accorder l'asile ni le statut de réfugié. Toutefois, le gouvernement a établi un système pour assurer la protection des réfugiés.

Quelque 280 000 réfugiés soudanais du Darfour vivaient encore dans le pays ; ils se trouvaient majoritairement dans 12 camps situés le long de la frontière orientale du Tchad avec le Soudan. Environ 55 000 réfugiés de République centrafricaine (RCA) vivaient principalement dans cinq camps au sud et quelque 5 000 autres de diverses nationalités habitaient dans les agglomérations urbaines.

Violations des droits des réfugiés : Il y a eu des cas de viol, de tentatives de viol et d'agressions sexuelles et sexistes dans les camps de réfugiés. Dans la majorité des cas, les auteurs étaient soit d'autres réfugiés, soit des inconnus rôdant dans les parages immédiats du camp. Il est vraisemblable que le nombre de cas signalés, 1 020 en 2010 et 946 en 2011, sous-estimait l'ampleur du problème car les viols et les violences sexistes étaient rarement signalés à cause des sensibilités culturelles. Les auteurs de violences sexuelles faisaient rarement l'objet de poursuites. Si le DIS était généralement efficace pour renforcer la protection des camps de réfugiés et de PIDP, ainsi que dans le cadre des opérations de l'ONU et des organisations humanitaires dans la partie orientale du pays, bon nombre des agressions de femmes et de jeunes filles réfugiées ne relevaient pas de sa compétence.

En raison de l'absence d'activité des rebelles et de la mise en œuvre de campagnes éducatives dans les camps en 2011 et 2012, il a été constaté une diminution appréciable des chances de militarisation des camps de réfugiés par des rebelles soudanais et tchadiens, notamment dans les camps situés à proximité de la frontière. Il n'a pas été relevé de cas avérés d'enrôlement de réfugiés, notamment d'enfants, au sein de groupes rebelles armés pendant l'année.

Accès aux services de base : L'hostilité des citoyens à l'égard des réfugiés dans certaines régions environnantes était forte. Grâce aux interventions humanitaires considérables dont ils bénéficiaient, les enfants réfugiés avaient souvent un meilleur accès à l'instruction et aux services de santé que ceux des environs. Certaines organisations humanitaires incluaient les communautés d'accueil dans leurs programmes pour contribuer à atténuer les tensions qui en découlaient. Le ressentiment entre Tchadiens et réfugiés se manifestait également par la concurrence qu'ils se livraient pour les ressources locales telles que le bois, l'eau et

les pâturages, et parce que les réfugiés soudanais recevaient des biens et des services dont ne bénéficiaient pas les populations locales. Des conflits du même type se produisaient dans les zones qui accueillait des réfugiés de RCA.

Solutions durables : Le gouvernement a coopéré avec le HCR pour soutenir l'intégration locale des réfugiés centrafricains dans le sud du Tchad. Cependant, il n'a pas appuyé les efforts du HCR pour encourager la réinstallation de réfugiés du Darfour dans des pays tiers. Il a autorisé des réfugiés de RCA à présenter des dossiers pour une réinstallation dans des pays étrangers.

Section 3. Respect des droits politiques : le droit des citoyens de changer de gouvernement

Bien que la Constitution et la législation prévoient le droit des citoyens de changer de gouvernement, les autorités ont continué, dans la pratique, à restreindre ce droit. Le pouvoir exécutif dominait les autres pouvoirs du gouvernement.

Élections et participation politique

Élections récentes : Les observateurs internationaux, issus de l'UE, de l'Union africaine et de l'Organisation Internationale de la Francophonie et les acteurs de la société civile affiliés au régime ou à l'opposition ont jugé légitimes et crédibles les élections législatives de février 2011, en dépit des nombreux problèmes pratiques rencontrés. Il n'a pas été constaté de violence électorale ni d'élément pouvant laisser penser que des efforts systématiques avaient été déployés pour empêcher les électeurs de faire librement leur choix. Les responsables de la sécurité et du gouvernement ont maintenu dans l'ensemble une attitude de neutralité durant les campagnes.

L'élection présidentielle d'avril 2011 s'est déroulée sans violence ni incident ; elle a été considérée comme un reflet fidèle de la volonté du peuple, même si des groupes locaux ont critiqué le manque de participation des trois candidats de l'opposition et le faible taux de participation électorale.

Partis politiques : Il existait environ 132 partis politiques enregistrés, dont plus de 100 qui étaient associés au parti au pouvoir. La principale coalition de l'opposition a été bien traitée, en partie pour donner la preuve que le Tchad était un pays pluraliste. En revanche, de plus petits partis de l'opposition ont subi des ingérences de la part des autorités.

La loi interdit à l'État de pratiquer une discrimination fondée sur l'appartenance ethnique mais cette même appartenance ethnique continuait d'influer sur les nominations dans la fonction publique et les alliances politiques. Les partis et organisations politiques reposaient généralement sur des bases ethniques ou régionales aisément identifiables. Les habitants du nord, notamment les membres de l'ethnie des Zaghawa, qui comprennent le sous-clan des Bideyat dont fait partie le président, étaient surreprésentés dans les institutions clés du pouvoir, en particulier dans le corps des officiers militaires, les unités d'élite de l'armée et l'état major du président.

Les chefs de l'opposition ont accusé le gouvernement de leur refuser des fonds et un temps d'antenne égal dans les médias publics.

Participation des femmes et des minorités : Dix femmes siégeaient à l'Assemblée nationale qui comptait 188 députés. Cinq des 40 ministres du gouvernement étaient des femmes. La diversité ethnique du gouvernement et de l'Assemblée nationale était large.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales pour la corruption. Toutefois, les autorités n'ont pas veillé efficacement à son application et la corruption était omniprésente à tous les niveaux de l'État. Les indicateurs mondiaux de la gouvernance les plus récents de la Banque mondiale montraient que la corruption était un grave problème.

Les organisations locales de défense des droits de l'homme ont remarqué au cours de l'année une augmentation des exactions et des extorsions commises par la police et la gendarmerie à l'encontre des automobilistes. Il a été signalé que les forces de sécurité insultaient verbalement, agressaient physiquement et arrêtaient arbitrairement des voyageurs, souvent sous le prétexte d'infractions mineures au code de la route. Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des auteurs des faits pendant l'année.

Le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire et la corruption étaient également un problème.

Au cours de l'année, le gouvernement a pris plusieurs mesures pour lutter contre la corruption, notamment en menant des enquêtes sur des dizaines de fonctionnaires qui ont été ensuite limogés.

Le 28 janvier, Mahamat Zen Bada, le directeur des Grands projets présidentiels, a été arrêté pour corruption. Monsieur Zen Bada avait déjà été arrêté et démis de ses fonctions en 2009 alors qu'il était maire de N'Djamena, mais il avait été libéré lorsque des accusations portées contre lui avaient été abandonnées en 2010. Monsieur Zen Bada demeurait en détention provisoire, en instance de jugement, à la fin de l'année.

Le 23 mars, le président Déby a publié un décret renvoyant environ 400 agents des douanes et en mutant environ 300 autres pour des actes présumés de corruption et de fraude. Le 21 mai, le ministre de la Justice a lancé l'opération « Cobra », une initiative de lutte contre la corruption et l'inefficacité dans les services publics, en particulier dans les centres de perception des impôts. En juin, le Premier ministre Emmanuel Nadingar s'est rendu dans plusieurs villes pour soutenir l'opération « Cobra ».

Le ministère de la Justice, de l'assainissement public et de la promotion de la bonne gouvernance est chargé de la lutte contre la corruption gouvernementale.

Les responsables publics étaient soumis aux lois de divulgation d'informations financières. Toutefois, ces lois n'étaient pas appliquées et les officiels n'étaient pas disposés à divulguer les détails de leur situation financière.

La loi n'autorise pas l'accès public aux informations du gouvernement même si ce dernier l'accordait à des journalistes employés par les médias d'État. Le budget de l'État, comprenant les recettes et les dépenses, était disponible au public en version papier sur demande auprès du ministère des Finances. Des journalistes indépendants ont déclaré ne pas avoir reçu un accès suffisant aux informations officielles.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Plusieurs organismes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme étaient implantés au Tchad ; ils menaient des enquêtes dont ils publiaient les résultats sur des affaires relatives aux droits de l'homme ; toutefois, il arrivait que les responsables du gouvernement soient insensibles ou hostiles à leurs conclusions. Les organisations de défense des droits de l'homme n'ont pas hésité à faire connaître les exactions à cet égard par le biais de rapports, de communiqués

de presse et d'articles dans les journaux, mais elles ne sont intervenues que rarement avec succès auprès des autorités.

Le gouvernement a harcelé des employés d'organisations de défense des droits de l'homme.

Par exemple, durant l'année, les autorités ont harcelé et poursuivi en justice Deuzombé Daniel Passalet, directeur de l'ONG tchadienne Droits de l'homme sans frontières. En décembre 2011, Monsieur Passalet avait été arrêté pour déclarations calomnieuses puis transféré à la prison de Moussoro. Ces accusations ont été abandonnées par la suite et il a été libéré.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Bien que la Constitution et la loi interdisent la discrimination fondée sur l'origine, la race, le genre, la religion, l'opinion politique ou le statut social, le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de ces dispositions. La loi n'aborde pas la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ni l'identité de genre.

Condition féminine

Viol et violence conjugale : Le viol est interdit et puni par des travaux forcés. Néanmoins, il demeure un problème, y compris parmi les femmes réfugiées et déplacées (voir la section 2.d.). Aucune donnée fiable n'était disponible sur l'ampleur de ce problème. La loi ne couvre pas spécifiquement le viol conjugal. Même si la police arrêtaient et emprisonnait souvent des violeurs présumés, les affaires de viols faisaient rarement l'objet de poursuites judiciaires et presque tous les suspects étaient relaxés. Les normes culturelles forçaient parfois des femmes et des jeunes filles à épouser leurs agresseurs pour préserver leur honneur.

Bien que la loi interdise la violence à l'encontre des femmes, la violence familiale, notamment conjugale, était courante. Traditionnellement, les femmes étaient soumises à l'autorité de leur mari et disposaient de recours juridiques limités en cas d'exactions. La famille ou les autorités traditionnelles pouvaient apporter leur concours pour résoudre de tels problèmes, ce qu'elles faisaient souvent, mais l'intervention de la police était rare. Au cours de l'année, des femmes ont commencé à signaler des cas de violence et d'exactions aux organisations tchadiennes de défense des droits de l'homme.

Harcèlement sexuel : La loi n'interdit pas le harcèlement sexuel et celui-ci était un problème.

Droits génésiques : La loi prévoit le droit des couples et des individus de décider, librement et de façon responsable, du nombre d'enfants souhaités et de l'espacement des naissances, ainsi que d'avoir accès aux informations concernant les moyens de contraception. Cependant, beaucoup de gens n'avaient pas accès aux soins médicaux, notamment dans les zones rurales. Les couples manquaient d'accès à la contraception et, selon le Fonds des Nations Unies pour la population, 3 % seulement des femmes auraient utilisé une quelconque forme de contraception. Selon le FNUAP, le taux de mortalité maternelle s'élevait à 1 200 pour 100 000 naissances vivantes et le risque de décès maternel sur une vie entière était de un sur 14. Selon des estimations de l'ONU, seulement 14 % des naissances avaient lieu avec l'assistance de personnel médical qualifié. Le Tchad connaissait une forte pénurie de fournisseurs de soins de santé (moins de 400 médecins) et manquait cruellement d'infirmiers, de sages-femmes, de personnel d'hôpital et de spécialistes tels que les pédiatres. Les soins prénatals étaient limités à cause du nombre insuffisant d'infrastructures de santé, notamment dans les zones rurales. Les faibles taux de vaccination et une éducation insuffisante en matière de soins postnatals et de soins aux enfants posaient des problèmes supplémentaires.

Discrimination : La discrimination à l'égard des femmes et leur exploitation étaient répandues. Même si les lois officielles en matière de propriété et de succession ne sont pas discriminatoires envers les femmes, les chefs locaux se prononçaient en faveur des hommes dans la plupart des affaires de succession, conformément à la pratique traditionnelle. Les femmes ne bénéficiaient pas de l'égalité des chances en matière d'éducation et de formation, ce qui leur permettait difficilement de rivaliser avec les hommes pour des emplois dans le secteur formel. En raison des normes culturelles, elles souffraient de discrimination dans l'accès à l'emploi, au crédit, en matière d'équité salariale pour un travail essentiellement semblable et pour l'acquisition et la gestion d'entreprises. La loi ne couvre pas la polygynie, mais un mari peut à tout moment choisir de déclarer qu'un mariage est polygyne. S'il prend une seconde femme, la première épouse a le droit de demander la dissolution de son mariage mais elle doit rembourser sa dot et d'autres dépenses liées au mariage.

Le ministère de l'Action sociale et de la Famille est chargé des questions liées aux relations entre les sexes.

Enfants

Enregistrement des naissances : La citoyenneté s'obtient par la naissance sur le territoire national et par ses parents ; cependant, les enfants nés de réfugiés soudanais n'étaient pas considérés comme des citoyens et ne recevaient généralement pas d'actes de naissance. Les enfants nés de réfugiés de RCA n'étaient pas non plus généralement considérés comme des citoyens mais ils recevaient des actes de naissance. L'État n'enregistrait pas immédiatement toutes les naissances ; les enfants sans acte de naissance ne pouvaient donc s'inscrire à l'école qu'à titre provisoire et ils étaient tenus d'en obtenir un par la suite. Les établissements scolaires pouvaient faire appel à des témoins pour vérifier l'âge de l'enfant.

Éducation : De par la loi, l'éducation est universelle et gratuite ; l'enseignement primaire est obligatoire de six à 11 ans. Toutefois, les parents étaient souvent requis de payer des frais de scolarité dans les établissements publics au-delà du niveau primaire. Ils devaient également payer les manuels scolaires, sauf dans certaines zones rurales. Les associations de parents d'élèves recrutaient environ la moitié des enseignants, qu'ils payaient, sans compensation des pouvoirs publics. De nombreuses zones ne comptaient pas d'école. Selon la base de données des indicateurs de développement de la Banque mondiale, six filles seulement fréquentaient l'école primaire pour 10 garçons. La plupart des enfants n'étaient pas scolarisés dans l'enseignement secondaire, où le taux d'inscription des filles était également plus faible que celui des garçons.

Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont signalé le problème des mouharidjirins, des enfants migrants qui fréquentaient certaines écoles islamiques et qui étaient forcés par leurs enseignants à mendier pour de la nourriture et de l'argent. Les parents envoyaient souvent dans ces écoles des enfants ayant des problèmes de discipline, dans l'espoir que les conditions de vie rudes résoudre leurs problèmes de comportement. Il n'existait pas d'estimation fiable du nombre de mouharidjirins.

Maltraitance des enfants : La maltraitance des enfants a continué d'être un problème mais aucune donnée sur l'ampleur de ce phénomène n'était disponible. Le ministère de l'Action sociale et de la Famille, qui est responsable de la protection de l'enfance, a mené des campagnes de sensibilisation du public sur la maltraitance des enfants au cours de l'année.

Contrairement à l'année précédente, il n'a pas été signalé que des bandits armés avaient kidnappé des enfants contre rançon dans la région du Mayo-Kebbi Ouest (voir la section 1.b.).

Mariage des enfants : L'âge légal du mariage est de 18 ans, bien que le droit coutumier leur permette de se marier à 13 et 14 ans. Dans la pratique, les familles arrangeaient des mariages pour des jeunes filles d'à peine 12 ou 13 ans, l'âge minimum des fiançailles étant de 11 ans. La loi interdit le mariage forcé de toute personne âgée de moins de 18 ans et prévoit des peines d'emprisonnement allant de six mois à deux ans ainsi qu'une amende de 50 000 à 500 000 francs CFA (de 100 à 1 000 dollars des États-Unis).

Le mariage forcé des filles, y compris parmi les réfugiées, était un grave problème. Selon des informations collectées par l'UNICEF entre 2000 et 2009, environ 72 % des femmes de 20 à 24 ans ont été mariées avant leur 18^e anniversaire. La coutume d'acheter ou de vendre des filles comme jeunes mariées était répandue. Celles qui refusaient d'être mariées de force étaient souvent victimes d'agressions physiques de la part des membres de leur famille et de leur mari. Beaucoup de jeunes épouses étaient forcées de travailler de longues heures pour le compte de leurs maris dans les champs ou au foyer.

Pratiques traditionnelles néfastes : La loi interdit les mutilations génitales féminines/l'excision, mais cette pratique était répandue, notamment en milieu rural. Le Fonds des Nations Unies pour la population a indiqué que 44 % des femmes et des filles avaient été excisées, avec des taux pouvant atteindre 90 à 100 % dans certaines régions. Cette pratique était particulièrement répandue parmi les groupes ethniques de l'est et du sud du pays. Les trois types de MGF/E étaient pratiqués. La moins courante mais la plus dangereuse et la plus grave, l'infibulation, était essentiellement limitée aux zones situées à la frontière orientale avec le Soudan. La MGF/E était pratiquée habituellement avant la puberté, comme rite de passage.

La MGF/E pouvait faire l'objet de poursuites judiciaires en tant qu'agression aux termes du code pénal et les parents des victimes, professionnels de la santé ou autres personnes impliquées dans cet acte pouvaient être traduits en justice. Cependant, les poursuites se heurtaient à l'absence de dispositions du code pénal prévoyant des sanctions spécifiques. Il n'a pas été signalé que de tels procès aient été intentés pendant l'année.

Le ministère de l'Action sociale et de la famille était chargé de la coordination des activités de lutte contre la MGF/E. Dans le cadre de ses efforts pour lutter contre la

violence sexiste, le gouvernement, avec l'aide de l'ONU, a poursuivi ses campagnes de sensibilisation pour décourager cette pratique et mettre l'accent sur les dangers qu'elle présente. Cette campagne encourageait les gens à dénoncer la MGF et les autres formes de sévices à l'encontre des femmes et des jeunes filles.

Exploitation sexuelle des enfants : Bien que la loi interdise les rapports sexuels avec une jeune fille âgée de moins de 14 ans, même mariée, elle était rarement respectée.

Enfants soldats : Alors que la loi interdit l'utilisation d'enfants soldats, des inspections conjointes du gouvernement et de l'UNICEF réalisées pendant l'année ont révélé la présence d'enfants soldats au sein de l'ANT et d'unités rebelles. La première inspection conjointe, réalisée du 9 au 14 juin dans les préfectures du Guéra et du Salamat, a permis d'identifier 24 cas possibles de recrutement de mineurs par l'ANT à Mongo, dont seulement sept ont été vérifiés comme des cas avérés d'enfants soldats. Le gouvernement a émis un avertissement à tous les officiers pour les mettre en garde contre le recrutement d'enfants soldats, et procédé à une deuxième inspection, le 6 octobre, de toutes les unités de l'armée nouvellement recrutées, qui a débouché sur l'identification de 20 enfants soldats supplémentaires. En octobre, une inspection conjointe séparée gouvernement-UNICEF des forces de l'ex-chef rebelle Baba Ladde qui avaient rendu les armes a permis de découvrir 26 enfants soldats. Les enfants soldats identifiés lors des trois inspections ont été remis au ministère de l'Action sociale, rendus à leurs familles et ils ont suivi une formation professionnelle grâce à un financement de l'UNICEF. À la fin de l'année, rien ne semblait indiquer la présence d'enfants soldats dans les rangs des forces armées.

Le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre d'un plan d'action complet pour les enfants soldats signé avec les Nations Unies en juin 2011. Ce plan comprenait des engagements de démobilisation et de réintégration des enfants soldats, des mesures de prévention, de sensibilisation et de renforcement des capacités, des procédures légales et disciplinaires pour les délinquants, et l'accès aux sites militaires pour vérifier et mener des enquêtes sur l'utilisation des enfants soldats. Hormis les inspections conjointes menées avec l'UNICEF, le gouvernement a nommé des points de contact aux ministères de la Défense et de l'Action sociale, comme l'exigent les termes du plan d'action.

Selon l'UNICEF, 1 087 enfants soldats ont été réintégrés dans la vie civile entre 2007 et le mois de novembre dernier. L'amélioration appréciable du climat en matière de sécurité dans l'est du Tchad depuis 2010 a facilité la recherche et la

réunification des familles dans des zones auparavant inaccessibles. Les autorités ont coopéré aux initiatives internationales pour fournir des services de réhabilitation.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le Tchad n'est pas partie à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

Antisémitisme

Il n'existait pas de communauté juive connue et il n'a pas été signalé d'actes antisémites.

Traite des personnes

Veillez consulter le *Rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip.

Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes handicapées. Si le gouvernement a déployé des efforts pour veiller à l'application de cette interdiction à N'Djamena, il n'a pas été en mesure de le faire sur l'ensemble du territoire. Il n'existe ni loi ni programme pour assurer l'accès des personnes handicapées dans les bâtiments. Les pouvoirs publics géraient quelques programmes éducatifs, d'emploi et thérapeutiques pour les personnes handicapées.

Les enfants ayant quelques handicaps physiques fréquentaient des établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Le gouvernement apportait son soutien à des écoles pour enfants handicapés visuels ou mentaux. Le Tchad comptait de nombreuses personnes handicapées par la poliomyélite, parmi lesquelles beaucoup occupaient des postes de haut niveau dans l'administration.

En collaboration avec des ONG, les pouvoirs publics ont continué à parrainer une journée annuelle d'activités de sensibilisation sur les droits des personnes handicapées. Le ministère de l'Action sociale et de la Famille est chargé de la protection des droits des personnes handicapées.

Minorités nationales/raciales/ethniques

Il existe environ 200 groupes ethniques, dont bon nombre étaient concentrés par régions. Ils parlent 128 langues différentes. La plupart des groupes ethniques étaient liés à l'une des deux traditions régionales et culturelles : les Arabes et musulmans au nord, au centre et à l'est, et les communautés chrétiennes ou animistes au sud. Les migrations internes provoquées par l'urbanisation et la désertification ont abouti à l'intégration de ces groupes dans certaines zones.

Des violences interethniques ont donc éclaté, souvent en rapport avec la concurrence pour s'approprier les rares terres cultivables ; de tels incidents se sont toutefois moins souvent produits ces dernières années. En novembre, des affrontements entre des éleveurs et des populations sédentaires dans le Mongo ont fait cinq morts.

Presque tous les groupes ethniques pratiquaient la discrimination sociétale, qui était évidente dans les pratiques de recrutement.

Abus sociétaux, discrimination et actes de violence basés sur l'orientation et l'identité sexuelles

La loi interdit, mais ne définit pas, les actes « contre nature » et rien n'a pu donner à penser qu'elle a été utilisée pendant l'année à l'encontre des gays, lesbiennes, bisexuels et transgenres (LGBT). Aucune loi spécifique ne s'applique aux LGBT. Il a été rapporté peu de cas de violence ou de discrimination à l'encontre des LGBT, en grande partie parce que la plupart des LGBT étaient discrets à propos de leur orientation sexuelle à cause des restrictions culturelles et sociales envers l'homosexualité. Il n'existait pas d'organisation LGBT active au Tchad.

Autres formes de violence ou de discrimination sociétales

La loi garantit aux personnes vivant avec le VIH-sida les mêmes droits qu'aux autres et requiert des pouvoirs publics qu'ils leur fournissent informations, éducation et accès aux tests de dépistage et au traitement du VIH-sida. Toutefois, les personnes vivant avec le VIH-sida ont continué de faire l'objet de discrimination sociétale et les représentants du gouvernement n'étaient pas toujours prêts à leur fournir des informations sur leurs droits et les possibilités de traitement. Les femmes étaient parfois accusées d'avoir transmis le VIH à leurs maris et menacées par des membres de leur famille de poursuites judiciaires ou de bannissement. Au cours de l'année, la Première dame a évoqué ouvertement la question du VIH-sida et elle a critiqué la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH-sida.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi permet à tous les employés sauf aux membres des forces armées de constituer ou d'adhérer à un syndicat de leur choix sans conditions excessives, mais une autorisation du ministère de l'Administration territoriale est obligatoire. Ce ministère peut également ordonner l'immédiate dissolution administrative d'un syndicat. La loi permet aux syndicats de s'organiser et de négocier des conventions collectives. Elle reconnaît le droit de grève mais limite celui des fonctionnaires et des employés des sociétés d'État de se mettre en grève. Un préavis de grève de 72 heures est requis. Les fonctionnaires et les employés d'entreprises nationales, ainsi que les enseignants, doivent avoir terminé au préalable une procédure de médiation et notifier les pouvoirs publics avant de se mettre en grève. Les employés de plusieurs organismes publics fournissant des services réputés essentiels doivent garantir un certain niveau de service durant une grève. La loi autorise une peine d'emprisonnement avec travaux forcés pour les participants à une grève illégale. Même s'il n'existe pas de restriction concernant les négociations collectives, la loi autorise les pouvoirs publics à intervenir dans certaines circonstances. Le code du travail interdit la discrimination antisyndicale et couvre explicitement tous les travailleurs, y compris étrangers ou clandestins. Cependant, ces dispositifs de protection n'étaient pas toujours respectés dans la pratique.

Dans le secteur formel, plus de 90 % des employés étaient syndicalisés. Toutefois, la grande majorité des travailleurs étaient des cultivateurs vivriers ou des éleveurs indépendants, non syndiqués et non rémunérés. L'État, qui était propriétaire d'entreprises dominant de nombreux secteurs de l'économie formelle, demeurait le principal employeur.

Le gouvernement a protégé efficacement le droit à la liberté d'association et de négociation collective, bien que les négociations collectives et leurs procédures d'appel aient parfois accusé des retards. Ceux-ci étaient souvent dus à la bureaucratie, au manque de compétences et à d'autres facteurs tels que la difficulté de réunir tous les acteurs clés pour négocier. Aucun nouveau syndicat n'a été autorisé au cours de l'année. Il n'y a pas non plus été fait état de restrictions en matière de négociations collectives ni de sanctions imposées à des travailleurs pour leur participation à des grèves interdites.

Les syndicats étaient officiellement indépendants de l'État et des partis politiques, même si certains syndicats, de par l'appartenance politique de leurs membres, étaient officieusement liés au parti au pouvoir ou à l'opposition.

Les syndicats ont régulièrement déclenché des grèves au cours de l'année sans représailles. Toutefois, le gouvernement a accusé trois délégués de l'Union des syndicats du Tchad (UST) d'incitation à la violence ethnique après qu'ils aient fait circuler, pendant une grève du secteur public, une pétition critiquant les autorités locales pour mauvaise gestion des fonds publics et corruption. Le 15 juillet, l'UST, le plus grand syndicat du pays, a appelé à la grève pour protester contre le refus du gouvernement de respecter les termes d'un accord conclu en novembre 2011 qui, d'après le syndicat, accordait aux employés du secteur public des augmentations de salaire. Après que la grève ait commencé, les dirigeants syndicaux ont fait circuler une pétition qui accusait des membres de la tribu Zaghawa, à laquelle appartient le président, d'avoir détourné les revenus pétroliers du pays. Le président de l'UST Michel Barka, son vice-président Younous Mahadjir et son secrétaire général François Djondang ont par la suite été inculpés puis reconnus coupables d'incitation à la violence ethnique. Le 18 septembre, les trois hommes ont été condamnés à des peines de prison avec sursis de 18 mois et à une amende d'un million de francs CFA (2 000 dollars des États-Unis). Le journaliste Jean-Claude Nekim, qui rendait compte de l'incident, a également été condamné à une peine avec sursis et à une amende (voir la section 2.a.). Les trois syndicalistes attendaient que soit fixée une audience d'appel à la fin de l'année.

Il n'a pas été signalé de discrimination antisyndicale au cours de l'année.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La Constitution stipule que nul ne peut être réduit en esclavage ou en servitude et la loi interdit le travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants. L'âge minimum légal pour le recrutement dans l'armée est de 18 ans, et de 20 ans pour la conscription. La loi interdit le recours aux enfants soldats, mais cela s'est produit (voir la section 6). La loi autorise l'emprisonnement avec travaux forcés pour participation à une grève illégale.

Dans la pratique, le travail forcé, notamment des enfants, existait dans le secteur informel. Dans les régions rurales, des enfants et des adultes effectuaient du travail forcé dans l'agriculture et, en zone urbaine, ils étaient soumis à la servitude domestique.

La majorité des enfants forcés à travailler étaient assujettis à la servitude domestique, à la mendicité forcée et au travail forcé dans l'élevage, la pêche et le commerce de rue. Des enfants tchadiens ont été trouvés au Cameroun, en RCA et au Nigéria, où ils étaient forcés de travailler comme gardiens de troupeaux. Des filles vendues ou forcées de se marier précocement étaient contraintes par leurs maris à la servitude domestique ou au travail agricole (voir la section 6).

Il y avait des cas de travail forcé en prison.

Veillez consulter le *Rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum requis pour travailler

Le code du travail stipule que l'âge minimum requis pour travailler est de 14 ans, mais que les mineurs peuvent travailler comme apprentis à partir de 13 ans. La loi prévoit également des exceptions pour les travaux légers dans l'agriculture et le service domestique à partir de 12 ans. La loi, qui ne prévoit pas de sanctions pour le recours au travail des enfants, n'était pas appliquée, et le travail des enfants était un grave problème.

L'âge minimum légal pour travailler, très bas, le manque de possibilités de scolarisation dans certaines zones et les rites d'initiation tribaux, qui font passer de façon informelle l'enfant à l'âge adulte dès 14 ans, ont contribué à une perception généralisée que le travail des enfants ne s'apparentait pas à de l'exploitation, à moins que les victimes ne soient âgées de moins de 13 ou 14 ans.

Le ministère du Travail avait des inspecteurs répartis sur l'ensemble du territoire. Les inspecteurs du travail peuvent transmettre des dossiers au ministère de la Justice aux fins de poursuites judiciaires. Même s'il n'est pas spécialisé dans la protection des enfants à proprement parler, le ministère a procuré une formation à ses inspecteurs sur les questions relatives aux enfants. Dans la pratique, pourtant, les pouvoirs publics n'ont pas veillé efficacement à l'application de la loi en raison de plusieurs facteurs, notamment de ressources financières et humaines limitées, d'une connaissance insuffisante par les travailleurs de leurs droits prévus par la loi et à cause de la corruption.

L'Inspection du travail est chargée de veiller à l'application des lois et politiques sur le travail des enfants ; cependant, elle n'a pas engagé de poursuites judiciaires pendant l'année. Comme lors des années antérieures, ce service manquerait de

fonds pour effectuer son travail et ses enquêtes sur le terrain. La police aurait parfois pris parfois des mesures extrajudiciaires à l'encontre de trafiquants et d'auteurs d'infractions liées au travail des enfants, notamment en les passant à tabac et en leur faisant officieusement payer des amendes. Il arrivait également que des chefs coutumiers appliquent des sanctions traditionnelles telles que l'ostracisme.

Selon une étude publiée en 2005 par l'Association Droits de l'Homme sans Frontière, 20 % des enfants âgés de six à 18 ans travailleraient dans des conditions d'exploitation dans le secteur informel urbain. Des enfants étaient régulièrement employés comme bergers, domestiques, ouvriers agricoles et orpailleurs. Ils étaient également employés dans le secteur commercial, notamment dans la capitale, comme marchands ambulants, manœuvres et apprentis dans de petits ateliers.

Les enfants travaillaient comme domestiques, principalement dans la capitale. Selon une étude réalisée en 2005 par l'UNICEF et le gouvernement sur les travailleurs domestiques mineurs à N'Djamena, 62 % des enfants domestiques étaient des garçons, 24 % avaient entre huit et 14 ans, 68 % étaient âgés de 15 à 17 ans, et 86 % étaient analphabètes. Les organisations tchadiennes de défense des droits de l'homme ont fait état d'une augmentation du nombre d'enfants domestiques pendant l'année.

L'État ne disposait pas d'un plan d'ensemble pour éliminer les pires formes de travail des enfants ; cependant, il a continué de collaborer avec l'UNICEF et des ONG pour sensibiliser le public au sujet du travail des enfants. En outre, cette campagne a poursuivi ses activités de sensibilisation des parents et de la société civile sur les dangers du travail des enfants, notamment des enfants bergers, qui étaient souvent envoyés dans des zones reculées où ils étaient maltraités.

Bien que l'UNICEF ait rapporté en 2011 qu'il n'y avait pas d'enfants soldats dans l'armée nationale, deux inspections conjointes du gouvernement et de l'UNICEF au cours de l'année ont permis d'identifier des enfants soldats parmi les forces nouvellement recrutées de l'ANT ; une troisième inspection a permis de trouver des enfants soldats au sein des forces de l'ex-chef rebelle Baba Ladde qui s'étaient rendues. Les autorités ont rendu les enfants à leurs parents (voir la section 6).

Les nombreux enfants bergers du Tchad qui ne travaillaient pas au sein des clans d'éleveurs traditionnels vivaient souvent dans de mauvaises conditions, sans possibilité de se scolariser ni de se nourrir correctement. Les contrats des bergers mineurs étaient d'habitude conclus de façon informelle entre parents et éleveurs et

prévoient généralement une rémunération (avec un petit salaire mensuel et généralement une chèvre au bout de six mois ou d'une vache au bout d'un an). Des ONG tchadiennes ont signalé, toutefois, que les rémunérations n'étaient souvent pas payées ; si elles l'étaient, ce sont les parents de l'enfant qui recevaient souvent directement l'argent.

Veillez également vous reporter aux *Conclusions du Département du Travail sur les pires formes de travail des enfants* à l'adresse suivante :

www.dol.gov/ilab/programs/ocft/tda.htm.

d. Conditions de travail acceptables

Le code du travail exige que le gouvernement fixe un salaire minimum. Au cours de l'année, il a augmenté le salaire minimum mensuel de 28 000 francs CFA (56 dollars des États-Unis) à 60 000 francs CFA (120 dollars des États-Unis). Toutefois, il n'a pas été veillé efficacement à son application. La loi limite dans l'ensemble la semaine de travail à 39 heures et des heures supplémentaires sont payées au-delà de cette durée. Le travail agricole était limité à 2 400 heures par an, soit 46 heures en moyenne par semaine. Tous les travailleurs ont droit à une période de repos continu de 24 à 48 heures. Le code du travail garantit des normes de santé et de sécurité au travail et accorde aux inspecteurs l'autorité requise pour veiller à leur application. Il couvre aussi explicitement tous les travailleurs, y compris les travailleurs étrangers ou clandestins.

Les infractions aux normes de sécurité et de santé sont passibles d'amendes s'élevant d'environ 75 000 à 300 000 francs CFA (de 150 à 600 dollars des États-Unis). En cas de récidive, les sanctions peuvent comprendre des amendes de plus de 500 000 francs CFA (1 000 dollars des États-Unis) et/ou des peines d'emprisonnement allant d'un à dix jours. L'Inspection générale du ministère du Travail est chargée de veiller à l'application des réglementations sur le salaire minimum, les heures de travail, et les normes de sécurité et de santé au travail.

La quasi-totalité des entreprises privées et étatiques payaient au moins le salaire minimum, mais il n'était généralement pas respecté dans le vaste secteur informel. Les arriérés de salaire constituaient toujours un problème mais dans une moindre mesure que les années précédentes.

Les travailleurs ne faisaient pas toujours prévaloir leurs droits concernant les limites en matière d'heures de travail, essentiellement parce qu'ils préféraient recevoir la rémunération supplémentaire.

Les normes de sécurité et de santé au travail n'étaient généralement pas respectées par les entreprises privées tchadiennes ni dans la fonction publique. Les multinationales respectaient dans l'ensemble les normes acceptables en matière de sécurité et de santé au travail. Toutefois, les entreprises privées locales et les services publics offraient souvent des conditions de travail déplorables, notamment l'absence de climatisation (en partie à cause d'une alimentation électrique très irrégulière), peu ou pas de dispositifs de protection contre l'incendie et peu ou pas d'équipement de protection de la sécurité et de la santé. Les travailleurs ont le droit de refuser de travailler dans des conditions dangereuses mais, dans la pratique, ils ne pouvaient pas le faire sans risquer de perdre leur emploi.

Il est arrivé que des employés de la fonction publique dénoncent des infractions salariales, notamment des arriérés de salaires et/ou de primes, ou encore se plaignent au sujet des bas salaires. Les dispositions prévues par la loi pour protéger les travailleurs étrangers et clandestins n'ont pas toujours été respectées dans la pratique.